



## **Fête du Canada 2022 : Le plan insidieux de Washington pour envahir le Canada et bombarder Montréal, Vancouver, Halifax et Québec (1930-39)**

En 1934, le Plan de guerre rouge a été modifié pour autoriser la première utilisation immédiate de gaz toxiques contre les Canadiens et pour utiliser le bombardement stratégique afin de détruire Halifax si elle ne pouvait être prise.

Par [Prof Michel Chossudovsky](#)

Mondialisation.ca, 30 juin 2022

Région : [Le Canada](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

*Cet article a été publié pour la première fois en anglais le 30 juin 2013.*

Fête du Canada, 1er juillet 2022

Note de l'auteur et mise à jour

En tant que « Leader du monde libre », les États-Unis ont mené de nombreuses guerres contre des pays souverains depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, faisant des millions de morts. Les atrocités et les crimes commis sont répertoriés.

Les médias corporatifs ont soutenu TOUTES ces interventions militaires (sans exception), en commençant par la guerre de Corée en 1950, comme des « opérations de rétablissement de la paix » visant à « répandre la démocratie » dans le monde.

À ce stade de notre histoire, à savoir la crise ukrainienne, il est important qu'un véritable processus de paix soit engagé afin d'éviter une escalade. Ce qui se passe en Ukraine a de graves implications géopolitiques et pourrait potentiellement conduire à un scénario de troisième guerre mondiale.

Dans le contexte de la crise ukrainienne, le Canada soutient inconditionnellement les États-Unis sans réfléchir à un chapitre inavoué de l'histoire de notre pays.

Fête du Canada 2022 : Nous devons réfléchir à notre histoire. La plupart des Canadiens ne savent pas que les États-Unis d'Amérique avaient formulé en 1924 un plan soigneusement conçu pour envahir le Canada et bombarder Montréal, Québec, Halifax et Vancouver.

Ce qui a été délibérément omis de nos livres d'histoire dans les écoles, les collèges et les universités, c'est que notre voisin américain avait envisagé un plan détaillé pour envahir le Canada. L'utilisation de « gaz de combat » faisait partie de ce projet.

Le Plan de guerre rouge a été officiellement approuvé par le département de la Guerre des États-Unis en mai 1930.

Le projet de 1928 stipulait qu'il fallait « faire comprendre au Canada qu'en cas de guerre, il souffrirait gravement» .

Et devinez qui était chargé de planifier les raids de bombardement contre les villes canadiennes :

Le général Douglas MacArthur qui, pendant la Seconde Guerre mondiale, a été chargé de mener la guerre du Pacifique et de coordonner le bombardement intensif des villes japonaises (1941-1945).

Le plan de guerre était explicitement orienté vers la conquête du Canada.

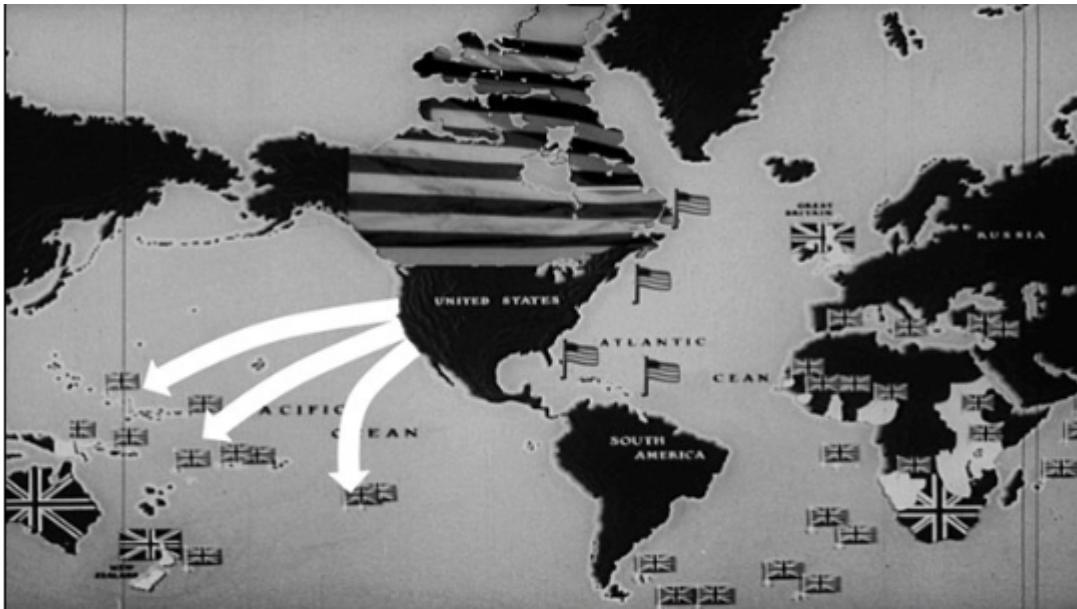
« La mission de l'armée américaine, [écrite en lettres majuscules], était « ULTIMATEMENT, DE PRENDRE LE CONTRÔLE COMPLET DU CRIMSON [Canada] ».

Le Globe and Mail du Canada a mis les réalités sens dessus dessous. Le plan de guerre rouge pour attaquer le CRIMSON a été présenté avec désinvolture comme une tentative de rétablissement de la paix. C'était un plan pour défendre légitimement les États-Unis :

Approuvé pour la première fois en 1930, le Joint Army and Navy Basic War Plan - Red a été élaboré pour défendre les États-Unis en cas de guerre avec la Grande-Bretagne.

Il fait partie d'une série de plans d'urgence de ce type élaborés à la fin des années 1920. Le Canada, désigné sous le nom de Crimson, serait envahi pour empêcher les Britanniques de l'utiliser comme base pour attaquer les États-Unis. ([Globe and Mail](#), 31 décembre 2005, c'est nous qui soulignons)

Le plan de guerre dirigé contre le Canada initialement formulé en 1924 était intitulé « Joint Army and Navy Basic War Plan - Red» . Il a été approuvé par le département de la Guerre des États-Unis sous la présidence de Herbert Hoover en 1930. Il a été mis à jour en 1934 et 1935 sous la présidence de Franklin D. Roosevelt. Il a été retiré en 1939 (mais pas aboli) après le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.



**In 1930, a mere nine years before the outbreak of World War Two, America drew up a terrifying plan specifically aimed at eliminating all British land forces in Canada and the North Atlantic, thus destroying Britain's trading ability and bringing our country to its knees**

[Capture d'écran, Daily Mail](#)

D'après [Floyd Rudmin](#) :

« Bien qu'ostensiblement destiné à la guerre contre la Grande-Bretagne, le Plan ROUGE est presque dépourvu de plans pour combattre les Britanniques. Le Plan est axé sur la conquête du Canada, dont le code couleur est CRIMSON. La mission de l'armée américaine, écrite en lettres majuscules, est de « GAGNER LE CONTRÔLE COMPLET DU CRIMSON ». Le projet de 1924 déclare que les États-Unis « ont l'intention de conserver à perpétuité tout le territoire CRIMSON et ROUGE gagné... Le gouvernement du Dominion [du Canada] sera aboli. »

Les bombardements stratégiques de Halifax, Montréal et Québec étaient envisagés dans le cadre du Plan RED. De plus, l'armée américaine avait reçu l'instruction (en lettres capitales),

« DE FAIRE TOUS LES PRÉPARATIFS NÉCESSAIRES POUR L'UTILISATION DE LA GUERRE CHIMIQUE DÈS LE DÉBUT DE LA GUERRE ». L'UTILISATION DE LA GUERRE CHIMIQUE, Y COMPRIS L'UTILISATION D'AGENTS TOXIQUES, DÈS L'INCEPTION DES HOSTILIERS, EST AUTORISÉE... » (cité par Floyd Rudmin, op cit).

Par une ironie amère, le général Douglas MacArthur, qui a dirigé les forces américaines dans le Pacifique pendant la Seconde Guerre mondiale, sans oublier la conduite des raids de bombardement en tapis contre la Corée du Nord (1950-1953), a participé activement à la planification de la guerre dirigée contre le Canada.

« En mars 1935, le général Douglas MacArthur a proposé un amendement faisant de Vancouver une cible prioritaire [de bombardement] comparable à Halifax et à Montréal ».



**Huge troop movements were launched as an overture to an invasion of Canada, which was to include bombing raids on industrial targets and the use of chemical weapons - the latter signed off by the legendary General Douglas MacArthur. left (file picture)**

[Capture d'écran, Daily Mail](#)

Aujourd'hui, la souveraineté du Canada en tant qu'État-nation est menacée par le gouvernement de Justin Trudeau qui est fermement aligné sur l'agenda militaire de Joe Biden, agissant comme un mandataire américain de facto.

L'article ci-dessous (publié pour la première fois en juin 2013) examine en détail, les plans américains pour annexer et faire la guerre au Canada.

Les documents historiques de l'annexion (1866), de l'invasion du Canada « Plan de guerre rouge » (1930) et « Plan de guerre rouge » (1935) (95 pages) sont contenus en annexe [dans la version originale en anglais).

Ces documents font partie de notre histoire. Il est important que le « Plan de guerre rouge » (1930 et 1935) soit fermement reconnu et débattu dans les écoles, collèges et universités du pays.

Michel Chossudovsky, Global Research, 25 mars 2022

\*\*\*

L'article suivant de Michel Chossudovsky concernant le projet de loi américain d'annexion du Canada (1866) et le « Plan de guerre rouge » (1930, 1935) a été publié pour la première fois en 2013.

Le plan américain d'invasion et d'annexion du Canada

Michel Chossudovsky

Global Research, 30 juin 2013

La fête du Canada le 1er juillet est l'occasion pour les Canadiens de réfléchir aux questions de souveraineté nationale.

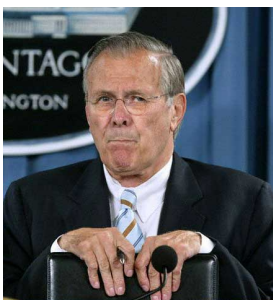
Le contrôle territorial du Canada fait partie de l'agenda géopolitique et militaire de Washington depuis les années 1860, après la fin de la guerre civile américaine.

En 1867, le Canada devient une nation, une fédération, en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, en grande partie en réponse à la menace d'annexion par les États-Unis formulée dans un projet de loi adopté par le Congrès américain en 1866 :

« A Bill for the admission of the States of Nova Scotia, New Brunswick, Canada East, and Canada West, and for the organization of the Territories of Selkirk, Saskatchewan, and Columbia. (Projet de loi d'annexion) » (voir carte ci-dessous)

[Projet de loi pour l'admission des États de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, du Canada-Est et du Canada-Ouest, et pour l'organisation des territoires de Selkirk, Saskatchewan et Columbia.]

Avance rapide : Le projet d'annexion du Canada aux États-Unis est toujours d'actualité ?



En avril 2002, lors de la création du US Northern Command (USNORTHCOM), le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld a avancé le concept d'une « intégration binationale » des structures de commandement militaire, parallèlement à une réorganisation majeure dans les domaines de l'immigration, de l'application de la loi et du renseignement.

Rumsfeld a également déclaré, sans consulter Ottawa, que les zones de compétence territoriale du USNORTHCOM sur terre et sur mer s'étendraient aux territoires du Nord-Ouest et à l'Arctique canadien.

En outre, l'intégration territoriale dans le cadre de l'Union nord-américaine et du [Partenariat pour la sécurité et la prospérité \(PSP\)](#) [Security and Prosperity Partnership (SPP)] proposés (lancés en 2005) permettrait d'intégrer le Canada (ainsi que le Mexique) dans le dispositif américain de sécurité intérieure. De manière générale, Washington fixerait l'ordre du jour de l'« intégration » et exercerait une influence prépondérante dans l'élaboration de l'architecture juridique, politique, économique, militaire et de sécurité nationale de l'UAN proposée.

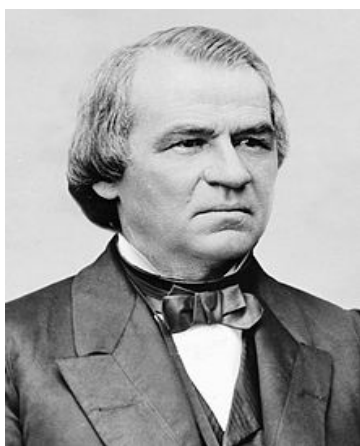
Ce qui est en jeu, c'est une annexion de facto, où le Canada cesserait de fonctionner comme une nation souveraine, reléguée au statut de protectorat américain.



Le gouvernement conservateur d'Ottawa n'a pas seulement adopté le PSP, il soutient aussi activement le programme de guerre américain, son programme de sécurité nationale et sa « guerre mondiale contre le terrorisme ».

Au cours des dernières années, Washington a considéré la « mise en place du périmètre de sécurité nord-américain » comme un moyen d' »intégrer le Canada à la forteresse États-Unis ».

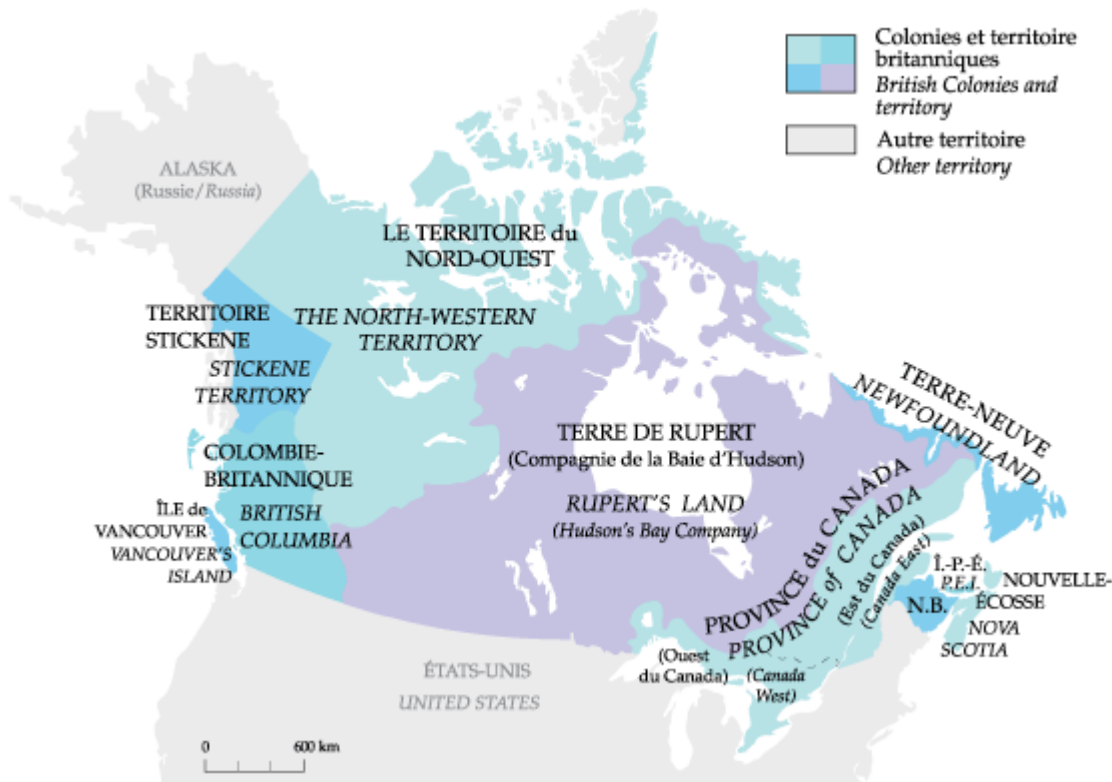
### Contexte historique : Projet de loi américain visant à annexer le Canada (1866)



Président Andrew Johnson

La plupart des Canadiens ne savent pas qu'un projet de loi visant à annexer le Canada aux États-Unis a été présenté et adopté par le Congrès américain en 1866, avant l'achat de l'Alaska à la Russie en 1867. Le texte complet du projet de loi de 1866 figure en annexe de cet article.

Le texte du projet de loi équivaut à un plan d'invasion. Il devait entrer en vigueur dès sa proclamation par le président américain Andrew Johnson (à gauche). Il incluait les territoires de l'Amérique du Nord britannique, de Terre-Neuve et des Maritimes à la Colombie-Britannique, s'étendant au nord jusqu'au territoire de la baie d'Hudson et au territoire du Nord-Ouest, à la frontière de l' »Amérique russe ». (c'est-à-dire l'Alaska) (Voir la carte ci-dessous)



[Carte de l'Amérique du Nord britannique \(1862\)](#)

Elle consistait en la confiscation pure et simple des terres publiques. Il impliquait également le contrôle américain sur le système ferroviaire transcanadien, les voies navigables, les canaux ainsi que sur la voie maritime du Saint Laurent.

Le gouvernement américain avait également envisagé de verser une « compensation » à la Compagnie de la Baie d'Hudson. Il s'agit essentiellement d'un plan de confiscation des territoires sous la juridiction de la CBH (voir carte), « en décharge totale de toute revendication de territoire ou de juridiction en Amérique du Nord, qu'elle soit fondée sur la charte de la compagnie [de la baie d'Hudson] ou sur tout traité, loi ou usage ».

Les États-Unis paieront dix millions de dollars à la Compagnie de la Baie d'Hudson en guise d'acquittement complet de toutes les revendications de territoire ou de juridiction en Amérique du Nord, qu'elles soient fondées sur la charte de la compagnie ou sur tout traité, loi ou usage. (Article XI)

La division territoriale de l'Amérique du Nord britannique est décrite dans le projet de loi. Les divers « États canadiens » constitutifs se conformeraient aux lois américaines pour établir leur législation.



## Plan du département de la Guerre des États-Unis pour envahir le Canada (1930)

Bien que le projet d'annexion de 1866 ait été bloqué par l'adoption de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique en 1867, des plans américains d'annexion et/ou d'invasion militaire du Canada ont été envisagés dans les années 1930.

À la fin des années 1920, Washington a formulé un plan détaillé d'invasion du Canada, intitulé « Joint Army and Navy Basic War Plan - Red ». Le plan a été approuvé par le ministère de la Guerre des États-Unis sous la présidence de Herbert Hoover en 1930. Il a été mis à jour en 1934 et 1935, sous la présidence de Franklin D. Roosevelt. Il a été retiré en 1939 après le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.

Le secrétaire à la Guerre Patrick J. Hurley a largement contribué à la formulation et à l'approbation du Plan rouge par l'administration américaine.

Le plan d'invasion du Canada consistait en un document de 94 pages « dont la couverture portait le mot SECRET ». Il avait été formulé sur une période de plus de cinq ans (voir le texte intégral en annexe dans [la version originale en anglais](#)).

En février 1935, le ministère de la Guerre [américain] a obtenu du Congrès un crédit de 57 millions de dollars pour construire trois bases aériennes frontalières en vue d'attaques surprises préventives sur les aérodromes canadiens. La base de la région des Grands Lacs devait être camouflée en aéroport civil et devait « être capable de dominer le cœur industriel du Canada, la péninsule de l'Ontario » (extrait de la page 61 des audiences des 11-13 février 1935 de la Commission des affaires militaires de la Chambre des représentants sur les bases de défense aérienne (H.R. 6621 et H.R. 4130). Ce témoignage devait être secret mais a été publié par erreur. Voir le New York Times, 1er mai 1935, p. 1.



En août 1935, les États-Unis ont organisé les plus grandes manœuvres militaires de l'histoire en temps de paix, avec 36 000 soldats convergeant vers la frontière canadienne au sud d'Ottawa, et 15 000 autres gardés en réserve en Pennsylvanie. Le scénario du jeu de guerre consistait en une invasion terrestre [forces motorisées] du Canada par les États-Unis, les forces de défense repoussant initialement les forces bleues, mais finissant par être « dépassées en nombre et en armement » par l'arrivée des renforts bleus. Selon la brochure de l'armée intitulée « Souvenir of the First Army Maneuvers : The Greatest Peace Time Event in US History » (p.2). ( Professeur F.W. Rudmin, Queen's University Kingston, Ontario, Commentaires sur le « Plan de guerre rouge », voir le texte complet en Annexe III dans la version originale en anglais)

L'une des mises à jour du plan d'invasion de 1930 était l'utilisation d'armes chimiques contre les civils canadiens :

« En 1934, le Plan de guerre rouge a été modifié pour autoriser la première utilisation immédiate de gaz de combat contre les Canadiens et pour utiliser le bombardement stratégique afin de détruire Halifax si elle ne pouvait être prise. » (Ibid)

Il convient de noter qu'au cours de la Seconde Guerre mondiale, le ministère de la Guerre a pris la décision de conserver le plan d'invasion dans les livres. Le Plan de guerre rouge a été déclassifié en 1974.



Le Washington Post, qui a négligé l'importance historique du « Joint Army and Navy Basic War Plan - Red », a néanmoins reconnu la nature agressive de l'effort militaire proposé :

« Un plan audacieux, un plan audacieux, un plan par étapes pour envahir, saisir et annexer notre voisin du nord. ...Tout d'abord, nous envoyons une force conjointe armée-marine outre-mer pour capturer la ville portuaire de Halifax, coupant les Canadiens de leurs alliés britanniques.

Ensuite, nous saisissons les centrales électriques canadiennes près des chutes du Niagara, pour qu'elles gèlent dans le noir.

Puis l'armée américaine envahit sur trois fronts : elle part du Vermont pour prendre Montréal et Québec, sort du Dakota du Nord pour s'emparer du centre ferroviaire de Winnipeg, et sort du Midwest pour s'emparer des mines de nickel stratégiques de l'Ontario.

Pendant ce temps, la marine américaine s'empare des Grands Lacs et bloque les ports canadiens de l'Atlantique et du Pacifique. ... » (Raiding the Icebox ; Behind Its Warm Front, the United States Made Cold Calculations to Subdue Canada, par Peter Carlson, Washington Post, 30 décembre 2005, c'est nous qui soulignons).

Les documents originaux relatifs à l'invasion du Canada, y compris le « Plan de guerre rouge » et le « Schéma de défense no 1 » du Canada, sont conservés dans les archives du US Army War College à Carlisle, en Pennsylvanie. [["War Plan Red" and Canada's "Defence Scheme No. 1." are in the archives of the US Army War College in Carlisle, Pa.](#) le lien n'est plus actif].

Le texte complet du Plan de guerre rouge figure à l'annexe III. Le texte complet du plan d'annexion de 1866 figure à l'annexe I [Annexes dans la version originale en anglais].

Le plan est détaillé. Il implique des composantes militaires et de renseignement.

Selon l'historien John Major, « la guerre, plan rouge » consistait également en « une série d'éventuelles campagnes préventives américaines visant à envahir le Canada dans plusieurs régions et à occuper les ports et les voies ferrées clés avant que les troupes britanniques ne puissent fournir des renforts aux Canadiens... »



## La défense nationale du Canada

Le gouvernement fédéral et les militaires canadiens étaient parfaitement au courant des plans « secrets » des États-Unis pour envahir le Canada. Dans les années 1920, le lieutenant James « Buster » Sutherland Brown avait été nommé directeur des opérations et des renseignements militaires à Ottawa pour s'occuper de la question de la sécurité nationale du Canada. Ses tâches consistaient à élaborer des plans de guerre d'urgence dans le cas d'une attaque américaine contre le Dominion du Canada. Sous la direction de « Buster »

Sutherland Brown (promu par la suite au grade de brigadier), la réponse du Canada aux menaces américaines est formulée dans le cadre du « Defence Scheme No. 1 », un plan d'urgence de contre-attaque, dans le cas d'une invasion américaine.

Le « Plan de défense no 1 » est abandonné en 1931 par le chef d'état-major général du Canada, A.G.L. McNaughton (après l'adoption du « Plan de guerre rouge » en 1930), au motif que « les Américains gagneraient inévitablement une telle guerre » et qu'il est inutile d'appliquer un plan d'urgence.

Ottawa avait cédé. La décision décisive du gouvernement conservateur du premier ministre R. B. Bennett, arrivé au pouvoir en août 1930, d'abandonner un plan de défense nationale du Canada constituait une reconnaissance de facto de l'hégémonie américaine en Amérique du Nord. Bien que l'invasion du Canada en vertu du Plan de guerre de base de l'Armée et de la Marine - Rouge n'ait jamais eu lieu, la menace militaire d'un plan d'invasion a servi à obliger le Canada à se rendre finalement aux pressions politiques et économiques des États-Unis.

Rappelons-nous, en ce jour de la fête du Canada, le 1er juillet 2020, que la plus grande menace pour la souveraineté nationale canadienne émane des plans américains d'« intégration profonde », qui ont été soutenus par les gouvernements Harper et Trudeau.

Michel Chossudovsky

*Révisions mineures le 1er juillet 2020*

Voir les annexes dans l'article original en anglais.

Article original en anglais :



[Canada Day 2022: America's Insidious Plan to Invade Canada and Bomb Montreal, Vancouver, Halifax and Quebec City \(1930-39\)](#), 29 juin 2022

*Traduction : Mondialisation.ca*

\*\*\*

Note aux lecteurs : Veuillez cliquer sur les boutons de partage ci-dessus ou ci-dessous. Suivez-nous sur Instagram, @crg\_globalresearch. Faites suivre cet article à vos listes de courriels. Faites un crosspost sur votre site de blog, vos forums internet, etc.

Tous les articles de Mondialisation.ca et de Global Research sont désormais accessibles en 27 langues en activant le menu de traduction du site Internet dans la bannière supérieure de notre page d'accueil (version ordinateur de bureau).



À propos de l'auteur

[Michel Chossudovsky](#) est un auteur primé, professeur d'économie (émérite) à l'Université d'Ottawa, fondateur et directeur du Centre de recherche sur la mondialisation (CRM), Montréal, rédacteur en chef de Global Research.

Il a entrepris des recherches sur le terrain en Amérique latine, en Asie, au Moyen-Orient, en Afrique subsaharienne et dans le Pacifique et a beaucoup écrit sur les économies des pays en développement en mettant l'accent sur la pauvreté et les inégalités sociales. Il a également entrepris des recherches en économie de la santé (Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPA), FNUAP, ACIDI, OMS, gouvernement du Venezuela, John Hopkins [International Journal of Health Services \(1979, 1983\)](#))

Il est l'auteur de douze livres dont *The Globalization of Poverty* et *The New World Order* (2003) - [La mondialisation de la pauvreté](#), *America's « War on Terrorism »* (2005) - [Guerre et Mondialisation](#), *The Globalization of War*, *America's Long War against Humanity* (2015).

Il collabore à l'Encyclopédie Britannica. Ses écrits ont été publiés dans plus de vingt langues. En 2014, il a reçu la médaille d'or du mérite de la République de Serbie pour ses écrits sur la guerre d'agression de l'OTAN contre la Yougoslavie. On peut le joindre à [crgeitor@yahoo.com](mailto:crgeitor@yahoo.com)

Voir en anglais : [Michel Chossudovsky, Notice biographique](#)

[Articles de Michel Chossudovsky sur Global Research](#)

Articles en français de [Michel Chossudovsky sur Mondialisation.ca](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Prof Michel Chossudovsky](#), Mondialisation.ca, 2022

Articles Par : [Prof Michel Chossudovsky](#)

A propos :

Michel Chossudovsky is an award-winning author, Professor of Economics (emeritus) at the University of Ottawa, Founder and Director of the Centre for Research on Globalization (CRG), Montreal, Editor of Global Research. He has taught as visiting professor

in Western Europe, Southeast Asia, the Pacific and Latin America. He has served as economic adviser to governments of developing countries and has acted as a consultant for several international organizations. He is the author of eleven books including *The Globalization of Poverty and The New World Order* (2003), *America's "War on Terrorism"* (2005), *The Global Economic Crisis, The Great Depression of the Twenty-first Century* (2009) (Editor), *Towards a World War III Scenario: The Dangers of Nuclear War* (2011), *The Globalization of War, America's Long War against Humanity* (2015). He is a contributor to the *Encyclopaedia Britannica*. His writings have been published in more than twenty languages. In 2014, he was awarded the Gold Medal for Merit of the Republic of Serbia for his writings on NATO's war of aggression against Yugoslavia. He can be reached at [crgeditor@yahoo.com](mailto:crgeditor@yahoo.com)

Michel Chossudovsky est un auteur primé, professeur d'économie (émérite) à l'Université d'Ottawa, fondateur et directeur du Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) de Montréal, rédacteur en chef de *Global Research*.

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)